

Questions orales

La ministre pourrait-elle nous dire si le gouvernement compte présenter des mesures sur des questions plus vitales, quand il présentera de telles mesures et s'il accordera des déductions pour les pertes subies par les artistes professionnels et les écrivains dans l'exercice de leurs fonctions en leur conférant le statut de travailleurs autonomes aux fins de l'impôt sur le revenu? Voilà deux des grandes recommandations qui intéressent les artistes canadiens actuellement.

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, la députée ne voudrait tout de même pas que je traite maintenant de questions qui relèvent du budget. Le ministre des Communications, le ministre des Finances, notre gouvernement et moi-même avons certes à cœur la culture canadienne. Nous sommes au courant des problèmes que la députée a soulevés. Je suis sûre qu'elle obtiendra une réponse à sa question en temps opportun.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

Mme Lynn McDonald (Broadview-Greenwood): Monsieur le Président, en fait de réponse, il y a mieux. Nous aimerions bien que des mesures soient prises avant le dépôt du budget. Il n'y a pas lieu d'attendre le budget pour régler ces questions.

Je voudrais parler d'une autre mesure. Par suite des compressions pratiquées dans le domaine artistique, le nombre d'artistes qui traversent de longues périodes de chômage ne cesse d'augmenter et pourtant ils ne peuvent toucher de prestations à cause de leur statut fiscal. Le ministère a déjà étudié certaines recommandations qui avaient été faites il y a environ 10 ans pour que les artistes soient couverts par le régime d'assurance-chômage. Doit-on s'attendre à des mesures à ce sujet dans un proche avenir? La situation des artistes ne cesse de se dégrader et le nombre de ceux qui sont en chômage sur des périodes de plus en plus longues ne cesse d'augmenter.

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, nous sommes en train d'étudier un certain nombre de mesures. Je constate que les artistes pourront commencer eux aussi à profiter de la reprise économique qui semble se dessiner maintenant. Nous sommes, dans ma circonscription, très réceptifs et très sensibles aux problèmes que la députée a soulevés.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE SYSTÈME D'ALERTE DU NORD—LA PARTICIPATION DES ENTREPRENEURS DU NORD

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Que fera le gouvernement pour s'assurer que les Canadiens, notamment les entrepreneurs et les travailleurs qui vivent dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, seront en mesure de profiter au maximum de l'implantation du système d'alerte du Nord?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, comme le député le

sait, immédiatement après l'annonce du programme de modernisation, j'ai demandé au directeur du projet au ministère de rendre visite aux gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest pour les mettre entièrement au courant des progrès accomplis jusqu'ici et pour prévoir autant que possible les besoins futurs. On veillera à régler les problèmes qu'il signalera afin d'assurer la plus grande participation des citoyens du Nord à tous les projets, quel que soit l'endroit où ils sont entrepris au Canada.

* * *

[Français]

LE LOGEMENT

LE PROGRAMME DE RÉNOVATION DE LOGEMENTS—LE QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, en l'absence de plusieurs ministres, surtout du ministre du Travail responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, je vais poser ma question au ministre suppléant ou au vice-premier ministre.

Monsieur le Président, plusieurs maires de municipalités du Québec ont écrit au ministre responsable de la SCHL afin de démontrer leur mécontentement à l'endroit des coupures touchant le programme de rénovation de logements. De plus, ils ont demandé des budgets supplémentaires. J'aimerais savoir si le ministre peut nous dire s'il va accorder des budgets supplémentaires à la municipalité régionale d'Arthabaska, à la ville de Bécancour, à la municipalité régionale de Bellechasse, aux villes de Rouyn-Noranda, de Sherbrooke et de Rimouski?

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, la réponse à cette question exigerait que je donne des précisions, mais aucun député raisonnable ne pourrait s'attendre à ce que je les aie sur le bout des doigts. Toutefois pour éviter au député d'avoir à inscrire cette question au *Feuilleton*, où elle devrait probablement figurer, je la porterai à l'attention du ministre intéressé, qui communiquera avec lui.

[Français]

M. Malépart: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Étant donné que le vice-premier ministre s'engage à parler au ministre responsable de la SCHL, maintenant que les élections en Ontario sont terminées et le «tripotage» du ministre de la SCHL lorsqu'il a coupé de 17 millions le budget du Québec et seulement de 2 millions celui de l'Ontario, on peut dire que les élections en Ontario ont coûté 17 millions aux Québécois, est-ce que le ministre va demander au ministre de la SCHL de corriger cette injustice à l'endroit des Québécois et d'accorder des budgets supplémentaires pour accorder au moins 10 millions de plus au niveau du PAREL?